

Les mouvements d'argent et le trafic de drogue em Amazonie brésilienne

Lia Osorio Machado^[1]

Machado, L. O. 1998. Les mouvements d'argent et le trafic de drogue em Amazonie brésilienne. *Autrepart: Cahiers des Sciences humaines* N.S. 8 : 141-158.

Le blanchiment d'argent, c'est-à-dire le processus à travers lequel l'argent obtenu par des moyens illégaux devient légitime, ou réussit à masquer ses origines illégales, constitue un problème en soi. Cela ne recouvre pas seulement les bénéfices obtenus avec le commerce illicite de la drogue, mais aussi l'évasion de capitaux, la fraude fiscale, la corruption, la contrebande et toutes les activités qui tendent à échapper au contrôle et à la réglementation du gouvernement des états nationaux.

Dans le processus du blanchiment d'argent, l'économie illégale atteint son 'point de bifurcation', laissant derrière elle sa condition illégale, pour intégrer l'économie licite. Cette cassure de symétrie entre l' 'avant' et l' 'après' n'est possible que grâce à l'alchimie réalisée par le système bancaire et financier, qui transforme l'argent *sale* en argent *propre* à travers des opérations numériques et certains jeux de déplacement géographique.

La symbiose à laquelle on assiste aujourd'hui entre les organisations qui exploitent le commerce de drogues illicites et le système bancaire et financier international peut être considérée non seulement comme la question la plus importante parmi toutes celles qui caractérisent l'économie de la drogue, mais aussi comme la dimension sombre de l'évolution même du marché international de l'argent et des devises, aujourd'hui géré par un système bancaire et financier *globalisé*.

Quatre aspects de ce processus de globalisation bancaire et financière méritent d'être soulignés car ils jouent directement sur l'amplification de l'échelle et la prolifération des mécanismes de blanchiment d'argent: a) la déréglementation du système d'achat et de vente d'argent, de crédit ou de papiers financiers, ce qui lui donne un caractère de globalité, dans la mesure où cela permet son développement de manière plus ou moins indépendante des gouvernements nationaux (Strange, 1994); b) les dédoublements apparemment contradictoires de cette déréglementation qui sont en train de pousser quelques gouvernements nationaux, d'une part, à manipuler les limites territoriales sous leur juridiction, de façon à créer des "*territorialités*" spécifiques et fonctionnelles dans cette situation, l'exemple le plus visible étant celui des 'paradis fiscaux' ou OFFSHORES HAVENS et, d'une autre part, à accueillir/appuyer les banques, les bourses et les agences influentes (ou qui pourraient agir) dans le domaine des investissements internationaux et sur le marché international de l'argent, dans le but, entre autres, d'assurer l'accès au crédit; c) la croissance extraordinaire du volume, des flux et des espèces de capital à court terme qui circulent sur les marchés financiers internationaux, depuis le capital spéculatif ("*hot money*") jusqu'aux instruments de crédit commercial, aux titres du trésor, aux dépôts bancaires, aux dépôts à court terme, etc.

Malgré le grand potentiel 'déstabilisateur' des capitaux à court terme pour l'économie interne des pays, principalement de ceux plus dépendants du crédit international, la plupart d'entre eux ne les rejettent pas car, par des mécanismes encore très peu étudiés, l'afflux de ces capitaux commence à fonctionner comme un indicateur positif pour le *rating* du pays dans le marché international, et comme une espèce de joker dans les jeux politiques internes (Kim,1993); d) *l'opération en réseau* du système bancaire et financier, rendue possible grâce aux innovations technologiques dans le secteur de l'informatique et des télécommunications, ce qui permet la transmission toujours plus rapide et meilleur marché de l'argent-bit d'information et une plus grande facilité d'accès à des marchés géographiquement dispersés (Thrift & Leyshon,1994).

Ensemble, ces aspects permettent l'élargissement du champ de manoeuvre pour le lavage d'argent par des organisations qui exploitent le commerce de drogues illicites (ou n'importe quelle autre activité illégale), avec la multiplication de niches pouvant être utilisés par des opérations de lavage (Machado, 1996).

Malgré l'importance et l'intérêt que le caractère de globalité des systèmes bancaires et financiers éveille, ce même caractère peut être identifié dans les processus de lavage d'argent, et même dans les circuits commerciaux de la drogue. Provoquant la libération d'encadrements régulateurs de base territoriale comme ceux de l'état-nation, le terme *global* désigne quelque-chose d'abstrait, dont 'l'épaisseur géographique' (matérialité) et la complexité ne peuvent être appréhendées que sur le *lieu* (Santos,1996; Law,1994).

Le Brésil : le désordre des normes vs. l'ordre de l'espace

L'insertion du Brésil dans les schémas internationaux de lavage d'argent n'est pas récente et ne peut non plus être attribuée à l'expansion du trafic de drogues illicites sur son territoire. Parmi les conditions favorables à cette insertion, il est possible de mentionner: le processus inflationnaire des années 80 qui s'étend jusqu'en 1994; la crise fiscale et institutionnelle de l'Etat, qui a accentué l'instabilité du système de crédit et, de manière générale, des règles de conduite de l'économie; la croissance du marché informel du travail et des petites entreprises qui subsistent encore en se basant sur la contrebande et la fraude fiscale.

L'inflation a permis le développement d'un système bancaire domestique, moderne et bien articulé, avec la prolifération d'agences sur le territoire national, reliées par une infrastructure de télécommunications, dont les principaux clients, bien évidemment, sont les banques (Dias,1995). En ce qui concerne les réseaux globaux de télécommunications de loyer, à la fin des années 80, les entreprises, et principalement les banques, étaient déjà reliées au système global de télécommunications des entreprises, comme le montre la **Figure 1**. Le réseau global, et le réseau de nodules et de vecteurs régionaux, fournissent un niveau plus élevé de connexions et sont moins vulnérables aux perturbations dans la communication, très courantes dans des pays comme le Brésil, car ils rendent possible plus d'une voie alternative (Langdale,1989).

L'expansion du marché noir de dollars, le développement de schémas pour le transfert illégal de devises vers l'extérieur, une partie d'entre elles en provenance de la "caisse 2 " des entreprises, ce qui a entraîné une augmentation d'un mouvement d'évasion de capitaux fuyant tantôt l'instabilité, tantôt la dévaluation de la monnaie^[2], la familiarité forcée d'une partie considérable de la population salariée avec des schémas financiers pour éviter la dévaluation des salaires et pécules, le sigile bancaire, ce sont d'autres facteurs qui bien qu'en rapport avec le processus inflationnaire, le dépassent, dans la mesure où ils établissent une 'ambiance', une *culture*, favorable au développement des mécanismes de blanchiment.

De tels mécanismes sont donc préexistants à la réforme mise en place avec l'introduction de la nouvelle monnaie, le **real**, à la mi-1994. Cela va des opérations effectuées par des bureaux de change et des *vendeurs de dollars*, la sous-facturation des importations et l'hyperfacturation des exportations, la déviation de crédits subventionnés pour le marché financier, jusqu'aux comptes bancaires *fantômes* liés à des schémas de corruption, et des opérations liées à la "caisse 2", comme l'utilisation des comptes bancaires LC-5 (Lettre Circulaire n°5 de la Banque Centrale de 1969), destinés à des personnes physiques et juridiques résidentes, domiciliées ou siégeant à l'extérieur pour le déplacement de devises dans le pays, qui sont devenus utiles non seulement aux banques et aux entreprises mais aussi aux organisations liées à la contrebande et au trafic de drogues pour l'envoi illégal de devises à l'extérieur (*O Globo*,1995).

Le contrôle du processus inflationnaire et la valorisation de la monnaie nationale ont eu l'appui d'une grande partie de la population, comme il est devenu évident à l'époque des élections présidentielles, ainsi que des agences financières et des banques créancières internationales avec lesquelles le Brésil maintient une dette de l'ordre de 120 milliards de dollars. Si l'inversion du processus inflationnaire et la stabilité du change se situent dans le contrecourant de la culture d'inflation, la politique économique qui lui donne son substrat se tourne vers l'amplification d'une *culture de marché*, stimulant des mesures destinées à l'altération des normes en vigueur, aussi bien économiques que culturelles^[3]. Les mesures qui débouchent sur l'augmentation de la porosité du territoire national au marché international, pour ce qui est de la reconversion du parc industriel, de la réduction des dépenses gouvernementales et de l'élaboration de nouvelles normes pour la réglementation et la déréglementation des institutions socio-économiques, sont considérées comme des éléments d'une politique nécessaire, destinée à améliorer les conditions compétitives du pays, tant sur le marché international de marchandises que sur le marché de l'argent, ce dernier étant déjà soumis à la pression d'une croissante demande globale de crédits (*Business Week*,1994).

Deux objectifs sont ainsi reliés, tous deux en rapport au crédit - l'argent et la confiance : la restructuration économique exige la disponibilité de crédit; de même que la possibilité d'entrer en compétition et d'obtenir des ressources sur le marché international est liée aux changements des normes: tout cela pour gagner la confiance des investisseurs potentiels.

Dans cette nouvelle ambiance que l'on veut instaurer, de nouvelles tensions apparaissent, comme il est visible dans le vrai jeu, du genre "fil du rasoir", d'ajuster pas à pas les politiques d'investissement (crédit) à la politique de bénéfices élevés, celle-ci étant destinée à attirer, sur le marché international, des capitaux à court terme pour stimuler les réserves de monnaie étrangère au pays. Les réserves de change agissent comme une variable économique mais aussi comme une variable politique, dans la mesure où elles ont commencé à symboliser, pour le marché et pour la *population*, une espèce de garantie de la stabilité du change et, *ipso facto*, de la stabilité du gouvernement: les réserves ont augmenté de 32,2 milliards de dollars en décembre 1993 pour 55,7 milliards de dollars jusqu'en mars 1996 (Banque Centrale,1996).

Le succès de cette politique, avec la croissance des dits investissements à l'extérieur en monnaie, crée d'autres tensions : la volatilité et le contrôle réduit sur ces flux, dont le comportement est déterminé par la variation du taux d'intérêts et d'autres indicateurs sur le marché international, fragilise la politique-même chargée de les stimuler. De tous les investissements externes en monnaie étrangère en 1995, qui comprennent les investissements en *portfolio*, investissements *directs*, et en fonds de *rente fixe* et de *privatisation*, 70% environ appartiennent à la première modalité, passant de 3,8 milliards de dollars en 1992 à 22,5 milliards de dollars en 1995. Par ailleurs, la proportion du retour à l'étranger des investissements en *portfolio*, a augmenté de 44% en 1992, passant à 80% en 1995 (Banque Centrale du Brésil,1996)^[4].

A son tour, la plus grande entrée de capital à court terme, qui peut augmenter les réserves de change ou fournir du crédit aux entreprises pour financer la consommation, contraignant le gouvernement à acheter des dollars, tend à augmenter le montant de la dette interne. Les mécanismes légaux d'encouragement au marché financier et de crédit, aussi bien sur le plan domestique que sur le plan international, peuvent être et sont utilisés pour le lavage d'argent et sa postérieure insertion dans l'économie légale. Ainsi, des investisseurs et des entreprises nationales peuvent faire usage de ces mécanismes pour forger le transfert de capitaux vers l'extérieur et les faire "rentrer", c'est-à-dire, laver les dollars, comme investissement en fond étranger pour l'application dans des bourses de valeurs ou dans des rentes fixes dans le pays. De même que des investisseurs et des entreprises étrangers, liés éventuellement ou définitivement à des schémas de blanchiment, peuvent acheter des titres émis par des entreprises brésiliennes à l'extérieur ou des titres du Trésor national.

La nature systématique de ces interactions, la sensibilité de ce système à "l'ambiance", et l'instabilité dynamique qui en découle sont quelques-uns des traits qui nous permettent de décrire le système bancaire et financier national et international comme des *systèmes ouverts*, effleurés par des flux internationaux d'argent et de papiers. C'est la connexion entre ces flux qui agissent simultanément comme événement et limite, et les variables et événements situés à l'intérieur de chaque état, qui déterminera la stabilité ou l'instabilité du régime de fonctionnement du système comme un tout. Le *lavage d'argent*, considéré par plusieurs gouvernements comme un désordre dans le comportement du système bancaire et financier, est une partie intégrante de ces flux macroscopiques, et ne se matérialise comme problème que quand cela interfère dans l'évolution des "régions" dans l'espace géographique mondial.

Dans les prochaines parties, on a l'intention de montrer comment le 'système' esquissé ci-dessus peut être en train d'interagir avec le trafic de drogues en Amérique du Sud, et plus spécialement dans l'Amazonie brésilienne. La prétention ici est plutôt théorico-méthodologique que factuelle. D'abord parce que l'on veut introduire une perspective géographique dans l'étude de ces thèmes. On comprend cela comme la *spatialisation* de données officielles ou empiriques sur le trafic de drogues et les mouvements financiers. Cette spatialisation comprend non seulement la visualisation de la disposition géographique spécifique qu'ils assument *sur le lieu* comme l'acte en soi de spatialiser permet la découverte des rapports que les statistiques et d'autres types d'information laissent dans l'ombre. C'est dans ce sens que l'on pense présenter ici une méthodologie innovatrice qui, espérons-le, pourra, en partie, compenser le manque de précision de quelques affirmations. La difficulté à obtenir des données et le caractère peu fiable de quelques informations situent le travail dans le champ de la probabilité et non dans celui de la certitude.

La méthodologie proposée est fondée sur le rôle que les réseaux (dans le sens anglo-saxon de *network*) assument dans le monde contemporain. Comme une forme d'organisation technique (infrastructure de support ou *logistique*), transactionnelle (*économico-politique*), informative (*cognitive*)^[5], la structure des connexions par réseaux a une signification aujourd'hui bien plus complexe que celle du simple dessin de nodules connectés par des lignes, utilisés par des ingénieurs électriciens, de transport ou de communication pour la description graphique des dits systèmes. Aussi dans l'étude des organisations spatiales faut-il aujourd'hui une notion de réseau plus complexe que celle devenue sens commun dans la géographie comme celle de réseau urbain, de transport, ou fluvial, ce qui ne signifie pas, bien sûr, que toutes les autres formes de territorialité aient disparu.

Pour le développement de la méthodologie, trois notions centrales à la complexité des réseaux ont été incorporées. D'abord la transposition de la notion de *position* d'un objet e.g. une ville dans l'espace

géographique, dont le point de repère est le maillon de coordonnées géodésiques, pour la notion de position par rapport au maillon de réseaux auquel chaque objet dans l'espace peut avoir accès effectif ou virtuel (Raffestin,1985; Pumain,1989). L'importance d'un lieu qui est, en général, déterminée par sa position par rapport à tous les autres lieux selon divers registres - économique, politique, culturel - devient aussi définie par les objectifs qui font bouger les structures en réseau, c'est-à-dire les objectifs des organisations responsables par leur dessin. Cela signifie que la structure connective des réseaux obéit, en principe, à une conception téléologique: elle sélectionne des lieux selon les objectifs vers lesquels le réseau s'oriente et pas nécessairement, par l'ensemble des variables endogènes qui configurent l'espace; ce processus peut être sélectif pour ce qui est des lieux choisis ou pour ce qui est des individus et groupes participants.

Deuxièmement, la constitution de réseaux met en question la tendance à la centralité dans les processus spatiaux. Cela, parce qu'il y a une tendance des réseaux à opérer comme 'des systèmes autorégulés', c'est-à-dire des systèmes qui maintiennent leur propre structure d'ordre et de réglementations: ce n'est pas un facteur dominant que le dessin d'un réseau obéisse, par exemple, à la hiérarchie urbaine, basée sur la distribution de population et services. Cela est encore plus vrai pour des réseaux informatifs, qui aujourd'hui englobent, par exemple, la sphère de circulation d'argent^[6]. Aussi bien les réseaux formels que les informels articulent un nombre variable d'acteurs (sociaux, politiques, des fractions ou différents ressorts des appareils organisationnels) qui, dans la mesure où ils opèrent selon un principe d'auto-intérêt, tendent à créer une structure hétéroarchique, distincte des structures hiérarchiques "dont la principale raison d'être repose sur l'efficacité avec laquelle elles exercent un contrôle autoritaire sur les processus de prise de décision dans le système"; dans des sociétés complexes, pourtant, il est plus probable que l'on forme une structure "hybride", c'est-à-dire, une combinaison de structures hiérarchiques et hétéroarchiques (Leeuw & McGlade : 218).

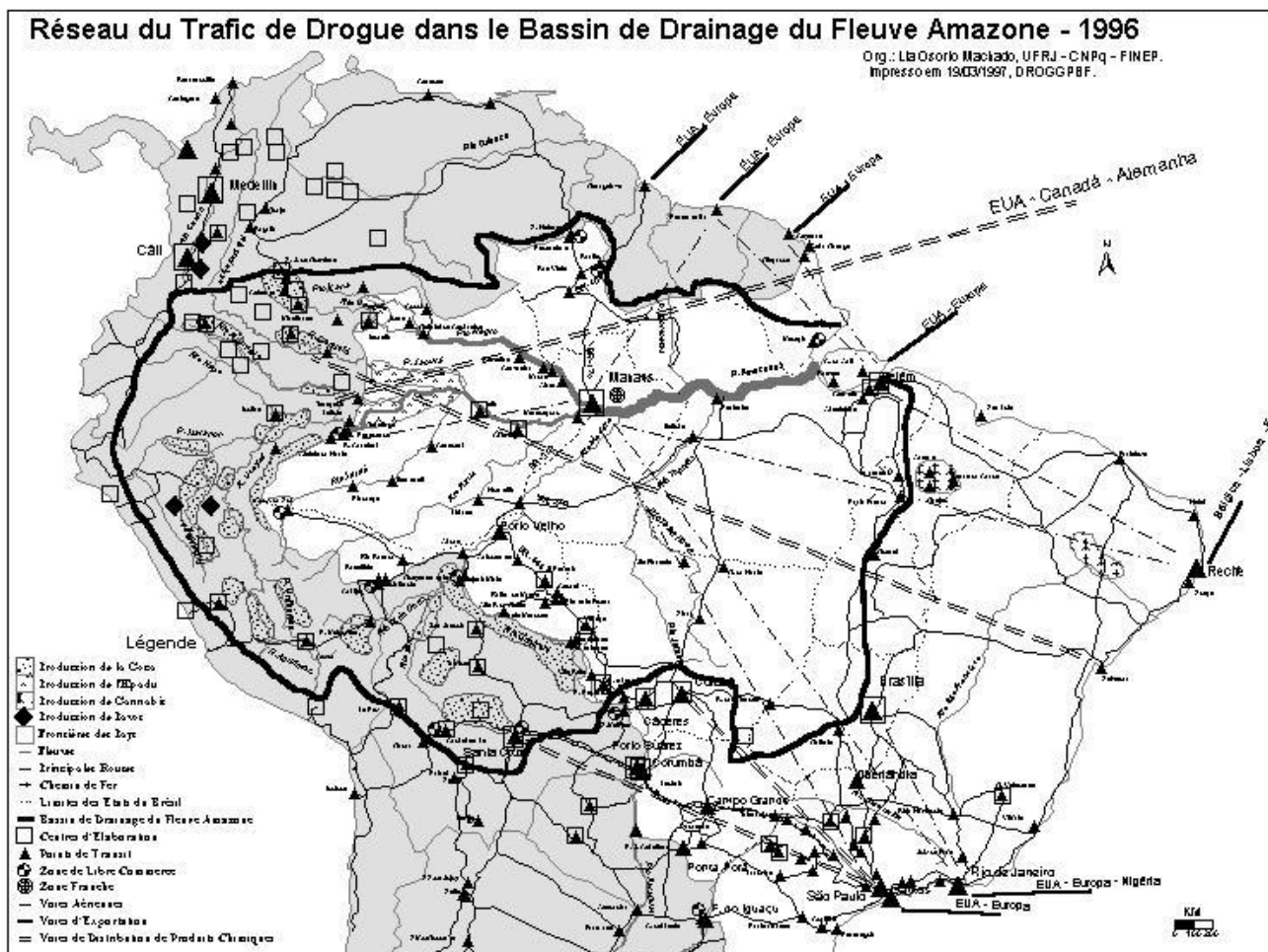
Finalement, les réseaux techniques, transactionnels et informatifs sont entréchélonnés, c'est-à-dire, qu'ils articulent des nodules appartenant à des différents niveaux d'organisation spatiale - locale, régionale, nationale, internationale. Cela signifie qu'ils peuvent franchir des frontières nationales et internationales sans obéir au principe de contiguïté spatiale qui définit, en général, le territoire-base de la souveraineté d'un état national. Ils ne permettent pas seulement la représentation cartographique des connexions entre des micro-espaces et d'autres niveaux d'organisation échelonnée comme ils constituent, en soi, la forme préférentielle d'organisation des opérations de trafic de drogues et de lavage d'argent.

Le réseau de trafic de drogues et le bassin de drainage du fleuve Amazone

L'insertion du Brésil et de sa portion amazonienne dans l'affaire internationale des drogues se fait par l'intermédiaire du complexe coca-cocaïne. Les principaux secteurs producteurs de coca sont localisés sur le côté occidental du grand bassin de drainage du fleuve Amazone, dans les hautes et moyennes vallées de ses formateurs et affluents (Huallaga, Ucayali, Apurimac au Pérou; Beni, S.Miguel en Bolivie; Putamayo, Caqueta, Uaupés en Colombie).Ainsi, pour le cartographie (localisation) du complexe coca-cocaïne et de ses connexions avec le Brésil, on a pris comme unité spatiale de référence le bassin de drainage du fleuve Amazone, un secteur plus grand que celui de l'Amazonie sud-américaine, en général délimitée à partir de critères phytogéographiques (secteur recouvert par des forêts humides) ou topographico-climatologiques (secteurs chauds, de basse altitude).

Sous l'angle de la logistique du trafic de drogues, les grands bassins hydrographiques sud-américains, tant l'amazonien que celui du Paraguay-Parana, deviennent une importante alternative pour la création d'un système de transport intermodal pour le transit de la drogue. Il est intéressant de rappeler que, malgré les difficultés pour la navigation fluviale, pendant des siècles ces bassins constituaient la principale voie de communication à l'intérieur du continent sud-américain.

Au réseau fluvial se superpose un réseau de transport routier et aérien qui permet une liaison raisonnable entre la côte du Pacifique et la côte atlantique. En dépit des nombreuses discussions, tant de la part des gouvernements nationaux que de la part de la Banque Mondiale, à propos de la pertinence de construire ou non une connexion routière transcontinentale, cette connexion, même précaire, est un fait accompli, sans que l'on sache vraiment jusqu'à quel point l'économie de la drogue a contribué, directement ou indirectement, à sa construction graduelle^[7]. Un autre aspect à mentionner c'est que le réseau de transport aérien ainsi que le réseau de transport routier en Amérique du Sud n'est pas restreint aux voies intercontinentales ni aux aéroports officiels. Un maillon précaire de voies et de routes secondaires, outre des pistes d'atterrissage dans des fermes et villages, disséminés à l'intérieur du continent, montrent qu'à côté d'une structure de réseau formel, il en existe une autre, que l'on pourrait appeler "informelle". Si l'on sait que le trafic de drogues profite de ces deux réseaux, on ignore jusqu'à quel point les organisations liées au trafic sont responsables du maintien et de l'amplification de ce maillon secondaire.



Les principaux couloirs et voies du trafic entre les pays des Andes et le Brésil, et le réseau virtuel des points de transit et secteurs d'élaboration de la drogue ont été repérés de manière à produire une carte qui permette de visualiser la dimension 'atlantique' du réseau logistique du commerce de la drogue (**Carte 1**). On fait remarquer que l'association entre le trafic de drogues et la contrebande est aussi valable pour le Brésil. Des voies et des couloirs utilisés par le trafic sont à double sens, et servent à la contrebande de l'or, des produits électroniques, des marchandises (du café, du soja), des voitures volées, autant de produits échangés contre de la coca, de la cocaïne, des armes ou des produits industriels.

Les sources utilisées ont été diverses: des informations obtenues grâce à des travaux sur le terrain dans plusieurs secteurs de l'Amazonie brésilienne; des rapports de la Police Fédérale et du Drug Enforcement Administration (DEA); des bulletins de l'Organisation Géopolitique des Drogues (OGD); des articles, des livres, des revues et des journaux divers, aussi bien nationaux qu'étrangers. Une étude des saisies de drogue^[8] et la prise de laboratoires réalisées ces six dernières années a été essentielle non seulement pour la cartographie des chemins et pour la localisation probable des laboratoires, mais aussi pour établir quelles conditions géographiques étaient les plus favorables pour qu'une ville devienne le centre d'achat et de vente en gros de drogue et/ou lieu de passage (Machado,1995).

L'insertion du Brésil dans l'économie de la drogue se fait aussi à travers la vente de produits chimiques utilisés dans le processus de transformation de la feuille de la coca en cocaïne (**Figure 2**). Bien que ce marché soit plutôt pris en considération par les industries des pays centraux e.g. Etats Unis, Allemagne, pour l'industrie brésilienne de produits chimiques et de combustibles, l'instabilité du marché de consommation domestique est une stimulation pour des ventes éventuelles aux pays des Andes, dans lesquels s'effectue la plus grande partie de la transformation de la feuille de coca en cocaïne.

Pour conclure cette partie, on peut prétendre que l'utilisation 'désordonnée' des réseaux de circulation du trafic - dans le sens d'utilisation alternative des voies et d'un système de transport intermodal (aérien, routier, fluvial, ferroviaire) - cherche un 'désordre optimisé', pour emprunter un concept développé par Albert Hirschman pour décrire des situations où le contrôle organisationnel opère à des niveaux minimums et les interactions avec l'environnement sont instables. Il semble que c'est le cas du réseau du trafic de drogue: des exigences organisationnelles et des raisons de sécurité dictent le choix des acteurs, mais le comportement adopté dans le déplacement de la marchandise dépend de leur sensibilité et du niveau d'information, qui peuvent être considérés, dans ce cas, comme des variables aléatoires. Si d'un côté, le désordre relatif dans le choix des voies et des moyens de transport est partiellement surpassé par l'adoption consentie d'un code rigide et violent de conduite de la part des acteurs, on ne peut pas dire de même de la dimension spatiale de la chaîne du producteur-au-consommateur du trafic. Dans ce cas peut-être, la seule manière de surpasser l'oscillation inhérente à l'utilisation des réseaux, serait l'intensification de l'interaction avec l'environnement, c'est-à-dire avec des institutions légitimes et des communautés locales. Quand ce type de communication est établie, même si cette interaction est basée sur la corruption, le réseau, en principe instable, peut être maintenu en 'état stable', ce qui indiquerait, au contraire du sens commun, que la nature des sous-systèmes qui composent l'affaire de la drogue est identique à celle des 'systèmes ouverts'.

La spatialisation des mouvements d'argent dans l'Amazonie brésilienne

Dans le contexte du processus inflationnaire et de la politique du gouvernement d'occupation de la région amazonienne (encouragements fiscaux, appui à la croissance et à la création de villes et de projets de colonisation) il n'est pas surprenant que cette région, malgré la basse densité de peuplement, ait été intégrée au système bancaire domestique. La connexion entre les agences bancaires locales et les sièges des banques, localisées au Centre-sud du pays, a été garantie par un investissement considérable du gouvernement dans des services tels que la télécommunication, l'une des conditions les plus importantes pour la politique d'intégration nationale (PIN), mise en place dans les années 1970. Le succès relatif de cette politique peut être mesuré par la réorganisation des flux migratoires internes, la croissance de la masse de la population, l'expansion du réseau urbain et de transport et l'exploitation, selon des modèles capitalistes, des ressources naturelles de la région. La forme territoriale effilochée, qui caractérise la disposition géographique du peuplement, n'empêche pas la reconnaissance d'un début de structuration spatiale, constituée autour des axes de circulation fluviale et routière, des projets de colonisation, et des villes et villages.

A partir des années 1980, la retraction de l'appui du gouvernement aux politiques d'installation et d'implantation d'infrastructure n'a fait qu'accentuer les problèmes sociaux et économiques qui ont surgi depuis l'implantation des premiers plans de colonisation régionale (Becker,1990; Becker *et alli*,1990). Parmi ces problèmes ceux qui se distinguent: le processus d'appropriation de terres, qui a reproduit, dans la région, le standing de concentration foncière qui caractérise le système agraire du pays; la disponibilité restreinte de crédit à de bas taux d'intérêt; la basse capacité d'endettement des petits producteurs ruraux dans les anciens secteurs d'installation.

D'un autre côté, les activités qui sont liées au marché international présentent un degré plus élevé de capitalisation. Parmi elles on distingue: l'agroindustrie du soja, qui se développe dans les secteurs de la savane (la brousse) du Mato Grosso, les projets d'exploitation des mines (Carajas, Oriximina), le montage de produits électrico-électroniques (Zone franche de Manaus) et l'exploitation du bois. La dissémination de l'exploitation de l'or dans différents sous-espaces amazoniens et aussi jusqu'au processus d'urbanisation lui-même peuvent être mis en rapport avec un début de processus de formation de capital.

La question soulevée, et à laquelle on ne répond pas avec précision dans ce travail, est de savoir si le commerce de la drogue et le blanchiment de l'argent ont joué un rôle dans l'évolution économique de la région, c'est-à-dire dans le financement d'activités productives absolument légales. Si cela se produit dans la région, et où cela se produit, autant de questions qui, pour le moment, restent en suspens. Ce que l'on peut affirmer à partir des données disponibles, c'est que les mouvements de l'argent à travers le système bancaire sont, dans plusieurs cas, incompatibles non seulement avec la plupart des économies urbaines mais aussi avec les économies sous-régionales.

Une observation préliminaire: le choix de la région amazonienne brésilienne comme unité de repère spatial pour l'analyse du flux de l'argent n'a pas été motivée par l'idée que cette région est la plus importante pour les schémas de blanchiment de l'argent. Au contraire, dans le cadre régional brésilien, l'Amazonie occupe probablement une place périphérique par rapport aux principales opérations de blanchiment. Comme on l'a commenté dans la première partie de cet article, les mécanismes de blanchiment sont virtuellement ouverts pour l'ensemble national. Les raisons du choix ont été d'ordre pratique: une connaissance cumulée depuis 20 années de travail dans la région et le fait qu'en opposition au Centre-sud par exemple, le bas degré de développement des activités productrices et une masse réduite de population sont des facteurs qui

facilitent le mesurage du mouvement de l'argent comme une fonction de l'économie de chaque lieu ou comme un événement singulier qui exige une explication.

La cartographie du mouvement de chèques compensés pendant toute l'année 1995 s'est basée sur des données fournies par la Banque Centrale du Brésil (**Carte 2**). Pour que sa spatialisation devienne possible, on a demandé que les données, la valeur et le numéro des chèques compensés, soient classés par place bancaire, c'est-à-dire les lieux où il existe des agences de banques privées et publiques. Ces endroits sont, dans leur majorité, des villes, c'est-à-dire des sièges de municipalité, puisque, selon la législation brésilienne, une agglomération ne peut être considérée comme ville que si elle obéit à la condition d'être le siège de la municipalité. Il y a des exceptions: des villes-entreprises comme c'est le cas de vila Carajas, située à l'intérieur du secteur sous la juridiction de la Compagnie Vale do Rio Doce, une entreprise para-étatique, chargée de l'exploitation des grandes réserves minérales de la Sierra des Carajas au sud-est du Para.

La condition de frontière de peuplement et la grande augmentation de municipalités créées, principalement à partir de la Constitution de 1988, qui a octroyé aux divers états de la fédération le droit de concéder l'autonomie municipale, font que diverses agglomérations sont désormais considérées comme des villes, même si les services urbains et la capacité minimum d'auto-soutien sont absents. Cependant, de petites agglomérations comme Eirunepé, dont la vie économique est en rapport avec le commerce fluvial dans la moyenne vallée du Juruá (au sud-ouest de l'état de l'Amazonie), avec une population urbaine de 13.451 personnes et une population totale d'environ 20.000 personnes (1991), présente des chèques compensés pour une valeur de R\$1.344.411,00, dans les trois agences bancaires de la ville. Comme en 1995 la valeur du *real* était légèrement plus grande que celle du dollar, cela signifie un mouvement de plus d'un million de dollars (une moyenne mensuelle d'un peu plus de cent mille dollars). La recette des impôts fédéraux dans la municipalité (1995), comprenant l'impôt sur les revenus des personnes physiques et juridiques, a été de 144.220,00 reais. Même si l'on considère la possibilité de fraude fiscale et le fait que plusieurs activités économiques dans la région amazonienne (et dans le pays d'une manière générale) ne paient pas d'impôts parce qu'elles appartiennent au "marché informel", l'écart est très grand.

Il existe des cas qui indiquent une autre direction, c'est-à-dire des villes qui grandissent et qui présentent un développement des activités économiques, sans que l'origine du capital soit claire. Dans la ville de Tefé, sur la rive du Solimões (à l'ouest de l'état de l'Amazonie), avec une population totale de presque 60.000 habitants (72,3% urbaine), le mouvement de chèques compensés dans les trois agences bancaires de la ville a été de R\$ 4.877.002,00 et la recette fédérale de R\$ 692.858,00, une valeur similaire à Claudia, au nord du Mato Grosso, en pleine zone de production de soja (R\$697.333,00). Tefe est l'un des plus anciens (et plus connus) points de transit du commerce de cocaïne dans la vallée de l'Amazonie. Malgré l'existence à répétition d'indices que ce soit là un point de transit pour le commerce de la coca-cocaïne à travers le réseau de circulation aérienne, Tefé est aussi bien placée par rapport à la circulation fluviale, fait connu depuis l'époque pré-colombienne: en remontant le fleuve Solimões, on trouve l'embouchure du fleuve Japurá, ou Caquetá pour les colombiens, dans la moyenne vallée de laquelle se localise l'une des principales zones de production de coca et de cocaïne de la Colombie. En aval, aussi dans le Solimões, se trouve l'embouchure du fleuve Juruá, qui descend depuis la zone de production de coca du Pérou, passant par Cruzeiro do Sul, Eirunepé, Itamarati et Caruari (voir **Carte 1**). D'une certaine manière, Tefe représente le groupe de villes où les bénéfices indirects avec le trafic est peut-être en train de stimuler l'apparition d'activités économiques absolument légales, à base urbaine.

Cruzeiro do Sul, à l'extrême est de l'Acre (haute vallée du fleuve Juruá), est une ancienne ville de l'époque du caoutchouc, et qui de nos jours encore, dépend du commerce. Il est difficile de dire de quel type de commerce elle dépend. Transformée en *zone de libre commerce*, c'est une espèce de ville "boca de sertão", car c'est l'extrémité de la route qui traverse l'état de l'Acre, dans le sens est-ouest. Ce fait, et la proximité relative des zones de production de coca de la vallée de l'Urubamba au Pérou, doivent avoir influencé son incorporation au réseau de trafic de la cocaïne et, vraisemblablement, de la pâte base de coca. La logistique dans cette voie inclut le transport par voie aérienne, fluviale et routière. La ville, dont la population est d'environ 30.000 habitants, a cinq agences bancaires, qui ont négocié des chèques pour une valeur de R\$17.213.386,00, ce qui correspond à 49.431 chèques compensés. Malgré sa condition de zone de libre commerce qui la dispense de payer certains impôts, la collecte fédérale dans la municipalité a été de R\$1.511.862,00, ce qui dans la région amazonienne peut être considéré comme une somme significative.

Les valeurs les plus hautes des chèques compensés dans la région correspondent aux deux métropoles régionales, Manaus et Belém. Il est probable que le développement de la Zone Franche, et plus récemment, du tourisme international, aient contribué à ce que la ville devienne un maillon important dans le réseau de circulation aérienne régionale, nationale et internationale. Elle est aussi la porte naturelle d'entrée de la vallée du fleuve Negro, et donc, de ses formateurs, Içana et Uaupes, où à mi-vallée se trouve la frontière agricole des zones de production de coca de Miraflores et S.Jose do Guaviare au sud de la Colombie (**Carte 1**). Mais depuis peu, une route en cours de goudronnage, connecte Manaus au Vénézuéla, à la Colombie et à la Guyanne (ancienne Guyanne Anglaise), un des ports alternatifs du départ de la cocaïne vers les Etats Unis et l'Europe. La construction et le goudronnage de cette route ne peut pas seulement être attribuée aux intérêts des organisations liées au trafic. Elle constitue l'un des principaux axes stratégiques, aussi bien du point de vue économique que du point de vue géopolitique, d'accès aux Caraïbes. Manaus dépasse Belém dans la valeur totale des chèques compensés, R\$9.048.642,00, tandis que cette dernière enregistre R\$8.058.771.075,00. Cuiaba, avec un peu plus d'un quart de la population des deux métropoles, représente le troisième volume d'argent en chèques compensés, R\$6.535.768.964,00.

En ce qui concerne ces trois villes, les plus importantes de la région amazonienne, il est difficile de distinguer la contribution du trafic national/international de drogues pour leur croissance. Cependant toutes les trois occupent des positions stratégiques par rapport aux principaux couloirs de circulation régionale/internationale.

La Banque du Brésil, chargée de la chambre des compensations de chèques pour tout le pays, est en train de créer, dans quelques sites bancaires, des centres (lieux) de service de compensation (CESEC). Le choix pour la localisation d'un CESEC obéit à des critères géographiques de centralité sous-régionale, mais, principalement bancaires, c'est-à-dire, en rapport avec le volume des chèques compensés.

L'état de Rondonia a deux CESECs: Porto Velho (chef lieu de l'état) et Cacoal, au centre-sud de l'état. Tandis que la population de Porto Velho tourne autour de 250.000 personnes, la population de Cacoal tourne autour 50.000 habitants. Le CESEC de Cacoal compense les chèques de 19 villes^[9], (population urbaine + rurale = 684.761 habitants). En 1995, la valeur totale des chèques a été de R\$1.318.775.265,00, pour une collecte totale d'impôts fédéraux de 42 millions. Le CESEC de Porto Velho englobe 6 villes en plus de Porto Velho. Parmi elles, Humaitá (dans l'Amazonie), Ariquemes, important centre minier de cassitérite et Guajará-mirim, aujourd'hui *zone de libre commerce*, comme la ville-soeur, Guayara-mirim, à la frontière de la Bolivie, un ancien point de transit dans le réseau de trafic de la pâte base bolivienne. La population totale de ce secteur tourne autour de 500.000 habitants, dont plus de la moitié réside à Porto Velho, chef lieu de l'état.

La valeur totale des chèques compensés a été de R\$2.678.255.697,00, une valeur extraordinairement élevée pour le secteur embrassé par le CESEC, malgré la présence de grandes fermes d'élevage de bovins, de l'industrie minière et de l'exploitation de bois.

Quand on additionne les valeurs des CESECs de Porto Velho et de Cacoal, on a une valeur totale de presque quatre milliards de reais. En 1995, d'après les données de la Banque Centrale, la recette de l'état de Rondonia, pour l'essentiel en provenance des transactions du gouvernement fédéral (58,8%) et de l'impôt sur la circulation des marchandises et des services (ICMS), atteignait la somme de 534 millions de reais.

Les données sur la compensation des chèques ne nous offrent pas le tableau complet des mouvements d'argent dans la région amazonienne. Le transfert électronique est, comme dans le reste du monde, le principal canal de mouvement bancaire. D'après les données de l'EMBRATEL, qui en avril 1994 a fourni un état des points de la région amazonienne connectés par le réseau-service des télécommunications par satellite, DATASAT-BI, il a été possible de cartographier quelles étaient les villes directement reliées au reste du pays (**Carte 3, Carte 4**). Ce réseau-service opère 24 heures sur 24, c'est-à-dire que le loyer de ce service ne se justifie que quand le mouvement de transmission de données compense le prix plus cher du service. Les banques sont les principales clientes du Datasat-BI et, comme le montrent les cartes, les villes de la région, dans leur majorité, sont directement connectées à São Paulo, siège des principales banques.

Les lignes de connexion qui existent indiquent aussi l'importance de certains lieux, comme la petite ville de Tabatinga, siège d'une ancienne forteresse du XVIII^e siècle en raison de sa position stratégique sur le fleuve Solimões (entre la Colombie et le Pérou) et qui compte aujourd'hui plus ou moins 20.000 habitants. Beaucoup plus petite et plus pauvre que sa voisine, Leticia en Colombie, la petite ville a seulement deux banques qui ont négocié des chèques pour une valeur de R\$2.330.609,00 et elle maintient encore une connexion directe, à travers le canal du satellite, avec São Paulo. On note que la transformation de Tabatinga en *zone de libre commerce* n'a pas été concrétisée, devant la compétition de Leticia.

Plutôt suggestives que conclusives, les observations contenues dans ce travail ne représentent guère qu'un premier pas, dans la recherche du rôle de la région amazonienne dans l'économie de la drogue.

Bibliographie

Banco Central do Brasil (1996): "Indicadores Econômicos".

Becker, B.(1990): *Amazonia*, S.Paulo, Atica.

Becker, B. et alli (1990): *Fronteira Amazônica. Questões sobre a gestão do território*, Rio de Janeiro, UFRJ/UNB.

Business Week (1994): "The Global Battle for Capital", *Business Week*, octobre 3.

Dias, L.C. (1995): *Réseaux d'information et réseaux urbains au Brésil*, Paris, L'Harmattan.

Langsdale, J. V. (1989): "The Geography of International Business telecommunications: the role of leased networks", *Annals of the Association of Geographers*, 79(4):501-522.

Law, J.(1994): *Organizing Modernity*, Oxford, Blackwell.

Lechner, N.(1994):"Los nuevos perfiles de la politica. Un bosquejo", Drogas, sociedad y estado, *Nueva sociedad* 130:32-43

Leeuw, S. E., Vander & McGlade, J. (1993): "Information, cohérence et dynamique urbaines" en D.Pumain & B. Lepetit, Temporalités Urbaines, Paris, Anthropos.

Machado, L.O.(1995): "A geografia das drogas", Mimeo, UFRJ

Machado, L.O.(1996): "O comércio ilícito de drogas e a geografia da integração financeira" em I.Castro et alli,(org), *Brasil: coceitos e temas* (sous presse).

Pumain, D. & B. Lepetit, *Temporalités Urbaines*, Paris, Anthropos.

Pumain, D.et alli. (1989): *Villes et auto-organisation*, Paris, Economica.

Raffestin, C.(1985): "Marxismo e Geografia política" em A.Garcia (org). *Geografia y Marxismo*.

Santos, M. (1996): *A natureza do espaço*, São Paulo, Hucitec.

Thrift, N & Leyshon, A.(1994): "A phantom state? The de-traditionalization of money, he international financial system and international financial centres", *Political Geography* 13(4):299-327

[1] Département de Géographie, UFRJ. Chercheuse CNPq/FINEP. Ceux qui ont participé à la recherche: Murilo Cardoso de Castro (SIG) et les boursiers de l'initiation scientifique Rebeca Steiman, Paula Liaffa da Silva e Eduardo Souto.

[2] Une étude du Fond Monétaire International, en 1991, a mis en rapport des informations officielles données par les autorités de 33 centres financiers mondiaux et a conclut que les non-résidents d'origine brésilienne, *les banques non incluses*, disposaient de plus ou moins \$17,4 milliards de dollars, à la fin de 1990, en dépôts à l'extérieur (contre \$9,7 milliards de dollars en 1985). Voir aussi l'interview du juriste L.O.Baptista dans la revue VEJA,26/8/1992

[3] Norbert Lechner suggère que l'une des caractéristiques les plus marquantes de l'actualité consiste en l'extension du marché à des secteurs non économiques : "Los nuevos perfiles de la politica.Un bosquejo" em *Drogas sociedad y estado*, Nueva Sociedad130:32-43,1994.

[4] Sur le marché des capitaux à court terme, investis dans la bourse de valeurs brésilienne en 1995, 43% proviennent de l'AmériqueCentrale (cad: des paradis fiscaux), 33% de l'Amérique du Nord, 21% de l'Europe 2% de l'Asie et de l'Océanie et 1% de l'Amérique du Sud (CVM,1996).

[5] Il existe plusieurs propositions de typologies de réseau dans la littérature. Les types proposés ici ne sont pas exclusifs; au contraire, l'objectif est d'attirer l'attention sur le fait qu'une même structure de réseau a des effets sociaux qui doivent être différenciés. Les *réseaux transactionnels* engloberaient les liaisons effectives et potentielles de chaque point avec les autres, c'est-à-dire de chaque lieu où l'acteur, individuel ou collectif, pense son action avec d'autres endroits; ces liaisons peuvent être matérialisées en biens, travail, information, etc (adaptation libre d'idées de C.Raffestin, 1981; G.Dupuy, 1991). Les *réseaux informatifs* seraient ceux qui, effectivement ou potentiellement, contribuent à l'altération des *cartes cognitives*, c'est-à-dire de nos cartes mentales (adaptation libre du texte de N.Lechner,1994)

^[6] Anthony Giddens observe que l'argent n'est un moyen de communication circulante que sous la forme de monnaie ou de billet, car 'l'argent proprement dit' assume la forme de pure information gardée. Dans Les conséquences de la Modernité, 1991.

^[7] C'est le cas de la route (en grande partie goudronnée) qui part du port chilien de Iquique au Chili, traverse les Andes à Oruro et Cochabamba, et, à partir de Santa Cruz de la Sierra en Bolivie, bifurque en direction de Caceres et Corumba au Brésil, à Assunção au Paraguay et à Tucuman en Argentine. Santa Cruz, récemment encore considérée comme l'un des principaux centres du complexe coca-cocaïne est aujourd'hui "frontière" (en expansion) de la culture du soja. La connexion avec les autres ports du Pacifique a stimulé l'immigration d'agriculteurs brésiliens, avec l'organisation d'entreprises, ce qui contribue à changer le profil du département de Santa Cruz et de l'utilisation de la route. (Source: travail sur le terrain et la revue VEJA, 12/04/1995)

^[8] D'après des données de la Police Fédérale, 44,25% du total de la cocaïne appréhendée en 1995, l'a été dans la région du Centre-ouest (Mato Grosso, Mato Grosso du sud et Goias), 34,19% dans la région du sud-est (S.Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Espirito Santo), et 6,65% dans la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Tocantins, Rondonia, Roraima).

^[9] Cacoal, Ouro Preto do Oeste, Alvorada do Oeste, Alta Floresta do Oeste, Cerejeiras, Colorado do Oeste, Vilhena, Ji-Parana, Rolim de Moura, Jaru, Pimenta Bueno, Pres. Medici, Espigão do Oeste, Santa Luzia do Oeste, Costa Marques, Cabixi, Urupa, Mirante da serra et Nova Brasilândia do Oeste.